

le fonctionnement des diverses institutions administratives, fiscales et commerciales qui y fonctionnaient à cette époque.

D. Abulafia rapporte les étapes de l'entrée en scène, aux XIII^e et XIV^e siècles, dans les échanges orientaux, des petites nations ou cités d'Italie, de France méridionale et de Catalogne, aux côtés des géants commerciaux qu'étaient Venise, Gênes et Pise. Cette dernière, déjà sur son déclin, offrait ses services aux marchands de San Geminiano, Sienne ou Florence. Grâce à cette densification du commerce, des denrées locales comme le miel de Provence s'imposaient au goût des Égyptiens. Aux exportations européennes de produits de consommation, correspondaient des importations venant d'Orient, de "matières premières", coton, alun, utiles aux ateliers locaux.

L'ouvrage dans son ensemble donne une image contrastée et vivante de l'ouverture du monde oriental au commerce avec l'Occident. On aurait aimé un article consacré au problème du circuit des métaux précieux et de la balance financière de ces échanges, problème bien posé par Claude Cahen dans *Orient et Occident du temps des Croisades* et jamais résolu à ma connaissance.

Thierry BIANQUIS

(Université Lumière — Lyon II)

Muḥammad 'Adnān AL-BAḤĪT, *Nāḥiyat Banī Kināna (šamālī l-Urdunn) fī l-qarn al-'āšir al-ḥiğrī / as-sādis 'ašar al-milādī*. 'Ammān, 1989, 207 p., 1 carte et 10 tableaux dans le texte.

— — *Daftar mufaššal ḥāṣṣ Amīr Liwā' al-Šām [Tapu Defteri 275] 958 H / 1551-1552*. 'Ammān, 1989. 142 p., 5 tableaux et 4 ill. dans le texte.

— — et Nūfān Rağā AL-ḤAMŪD, *Daftar mufaššal nāḥiyat Marğ Banī 'Amīr wa tawābi'ihā wa lawāḥiqihā al-latī kānat fī tašarruf al-Amīr Ṭarāh Bāy, sana 945 H / 1538*. 'Ammān, 1989. 114 p., 1 carte, 5 tableaux, 1 ill. dans le texte.

— — *Daftar mufaššal Liwā' al-Lağğūn [Tapu Defteri 181] sana 1005 H / 1596*, 'Ammān, 1989. 143 p., 1 carte, 6 tableaux dans le texte, 7 ill.

Ces publications par l'Université de Jordanie de recensements ottomans du XVI^e siècle portent sur des régions essentiellement rurales de la Jordanie actuelle. Elles sont dues à l'initiative de M. Baḥīt, historien et vice-président de cette Université, qui connaît bien ce type d'archives sur lesquelles il travaille depuis de nombreuses années. Les documents en osmanli sont donnés en fac-similé, ce qui permet de se rendre compte que leur lecture n'est pas aisée et que l'identification des toponymes, notamment dans la "transcription" des scribes, est difficile et nécessite une bonne connaissance de la géographie locale. Les traductions du ou des textes sont proposées généralement en regard de l'original, des cartes localisent les toponymes identifiés, et les données brutes des documents (nombre de foyers, impôts sur les productions agricoles, revenus des waqfs) sont reprises dans des tableaux, ce qui

facilite la lecture. Le tout est précédé dans chaque ouvrage d'une introduction qui présente les principales remarques ou conclusions que permet l'analyse du ou des recensements. La plus intéressante des quatre publications est celle qui propose les trois recensements (le premier effectué vers 1523, le second vers 1534 et le troisième en 1596) de la Nāḥiyat Banī Kināna, une région située au nord-ouest de la Jordanie. La comparaison de ces trois recensements fait apparaître quelques faits bruts. On note tout d'abord l'inexistence d'une population nomade et l'espace est occupé uniquement par des sédentaires. Cette population connaît un exceptionnel accroissement entre le premier et le second recensement (en dix années environ) pour stagner jusqu'à la fin du siècle : le nombre de villages double presque, tandis que le nombre de "foyers" (*ḥāna*), lui, va presque tripler. Cette constatation troublante fait douter de la validité ou de l'exhaustivité du premier recensement effectué environ deux années après le retour des Ottomans en Syrie; fut-il réalisé dans de bonnes conditions, ou plus simplement couvrirait-il exactement la même entité que le second? Apparemment oui, conclut l'auteur, qui avance d'une part que 19 villages dont les noms sont mentionnés dans les trois recensements enregistrent un accroissement équivalent à celui constaté pour toute la *nāḥiya*; d'autre part, qu'un certain nombre de *mazra'a* (lieux cultivés mais non habités) mentionnés dans le premier recensement apparaissent dans le second, sous les mêmes noms, comme villages. M. Baḥīt préfère donc avancer comme hypothèse vraisemblable l'apport de populations nouvelles attirées par la fertilité de cette région; ou peut-être doit-on y voir la main de l'État transplantant autoritairement des paysans dans une région fertile certes mais insuffisamment mise en valeur. La comparaison des trois recensements fait aussi apparaître la stagnation des revenus que l'État tire de l'impôt sur la culture des deux céréales de base (blé et orge) et ce malgré la hausse relative (qui tente en fait de rattraper l'érosion de la monnaie ottomane) du prix fixé de la *ḡirāra* de blé notamment de 100 aqçe dans le premier registre, à 130 dans le second et 150 dans le dernier. À l'inverse, les revenus tirés par l'État de l'impôt sur les vergers et les troupeaux sont en nette augmentation, mais sans doute moins importante que les chiffres bruts livrés par les recensements ne le laissent entrevoir. À l'évidence, la population sédentaire a délaissé en partie la culture des céréales au profit du développement des cultures arbustives et de l'élevage sur lesquels le taux de l'impôt ne semble pas avoir été réévalué comme pour les céréales; doit-on y voir là aussi la politique de l'État favorisant tel type de culture plutôt que tel autre ou bien celle d'autorités locales? une autre augmentation de revenus constatée dans cette région rurale, est celle qui concerne les waqfs, qu'ils soient *ḥayrī* (au profit de mosquées et de *zāwiyas*) ou *ḡurri*, entre le second et le dernier recensements. Elle ne paraît pas être due à l'accroissement du nombre de nouvelles fondations (leur nombre est en régression) mais plutôt à l'augmentation probable des biens immobilisés. Cela dénote sans nul doute une tendance des fondateurs, au moins pour les waqfs *ḡurri*, d'assurer l'avenir des bénéficiaires. Pour les waqfs *ḥayrī*, le phénomène est plus complexe à appréhender à la seule lumière des informations trop sèches données par les recensements. La multiplication de fondations pieuses au profit surtout de *zāwiyas* de personnages dont les noms n'évoquent rien au chercheur d'aujourd'hui, et vraisemblablement originaires de la région, suggère simplement l'émergence et la diffusion rapide d'une culture populaire "soufie" dans un milieu exclusivement rural. La découverte de nouveaux documents, espérons-le, devrait permettre d'apporter

des réponses aux questions que soulève l'analyse de ces recensements. La publication, annoncée par M. Baḥīt, d'autres archives du même type pour d'autres régions de la Jordanie permettra d'utiles comparaisons; souhaitons aussi que l'initiative de M. Baḥīt soit suivie par d'autres chercheurs et que l'ensemble des Provinces de l'Empire, dans la mesure de la documentation accessible, puisse être couverte.

Jean-Paul PASCUM
(I.R.E.M.A.M., Aix-en-Provence)

Reşat KASABA, *The Ottoman Empire and the World Economy, The Nineteenth*. Albany, State University of New York Press, 1988. 191 p.

L'auteur, qui enseigne à l'université de Seattle (Washington, U.S.A), présente dans son introduction, qui est en même temps le chapitre 1 de son ouvrage, le but de celui-ci : analyser ensemble le processus de désintégration de l'Empire ottoman au XIX^e siècle, d'une part, ses transformations qui créent les conditions propres à l'établissement de la future République turque, d'autre part. R.K. veut montrer que les deux phénomènes sont liés et que leur interaction explique l'intégration progressive de l'Empire ottoman dans l'économie capitaliste mondiale. Toujours dans le même chapitre 1, il expose des considérations générales théoriques et historiques fondées sur les écrits de Wallerstein, Weber et Polanyi. Partant de l'âge classique, le XVI^e siècle, l'Empire ottoman, empire-monde, patrimonial, reposant sur le système tribut-redistribution, est confronté ensuite à l'économie capitaliste mondiale. Celle-ci, née dans l'Europe du Nord-Ouest, vouée à l'accumulation sans fin du capital, suscite une hiérarchie des régions du monde : le cœur, la semi-périphérie, la périphérie. La croissance du monde capitaliste se fait selon une alternance cyclique d'expansions et de dépressions, et les régions du monde s'y incorporent, généralement à la périphérie, dans une position de dépendance économique mais aussi politique quasi définitive.

Dans les chapitres suivants, R.K. suit l'évolution de ce processus dans l'Empire ottoman. Le chapitre 2 présente les étapes et les modalités de l'intégration de l'Empire ottoman dans l'économie mondiale. Ce processus s'effectue essentiellement entre 1750 et 1815. La demande européenne de céréales, de coton, de bétail, de tabac, s'accroît, entraînant en Anatolie et dans les Balkans, pour y répondre, un développement des *ciftlik*. La première moitié du chapitre 3, intitulé "Après l'incorporation 1815-1876", est consacré au rappel de l'évolution à long terme, dépression de 1815 à 1840, expansion ensuite de 1840 à 1876, avec ses caractéristiques européennes. Puis l'auteur évoque les Tanzimat, des transformations administratives et leur impact sur la société ottomane. La deuxième partie du chapitre 3 et le chapitre 4 présentent à titre d'illustration l'évolution économique de l'Anatolie, essentiellement l'Anatolie égéenne, de 1840 à 1880, à partir de tableaux statistiques, surtout commerciaux; c'est "la croissance dans la périphérie". La période postérieure à 1880 est expédiée dans un court chapitre 5 de six pages intitulé "La grande dépression et au-delà". Après une conclusion qui reprend largement les idées émises en introduction, figurent des annexes statistiques, une bibliographie et un index.